



DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES CITOYENNES DES JEUNES POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Organisation indépendante et non partisane ayant pour ambition d'accroître la participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique et oeuvrant principalement au Québec

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU **SECRETARIAT À LA JEUNESSE DU QUÉBEC**

Dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la stratégie jeunesse

13 décembre 2019

Crédits

Rédaction

Julie Caron-Malenfant, directrice générale

Malorie Flon, directrice du développement

Stéphane Dubé, directeur des projets spéciaux

Louis-Philippe Lizotte, conseiller principal et coordonnateur, éducation à la citoyenneté

Contributions de l'équipe d'éducation à la citoyenneté de l'INM

Emmanuelle Biroteau, agente de projet

Sami Ghzala, chargé de projet

Marie Perrault, agente de projet

Marie-Dina Salvione, chargée de projet

Nicolas Vazeille, agent de projet

Merci aux jeunes pour leur participation à nos programmes et leurs idées inspirantes!

À propos de l'INM

L'INM est une organisation indépendante et non partisane qui a pour ambition d'accroître la participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique.

L'action de l'INM a pour effet d'encourager la participation citoyenne et de contribuer au développement des compétences civiques, au renforcement du lien social et à la valorisation des institutions démocratiques.

L'équipe de l'INM est animée par la conviction que la participation citoyenne renforce la démocratie.

Pour nous joindre

5605, avenue de Gaspé, bur. 404
Montréal (Québec) H2T 2A4

Téléphone : 1 877 934-5999

Télécopieur : 514 934-6330

Courriel : inm@inm.qc.ca

www.inm.qc.ca

Table des matières

INTRODUCTION	4
LA PAROLE DES JEUNES QUE NOUS CÔTOYONS	5
L'environnement et la lutte contre les changements climatiques	5
L'inclusion et le vivre ensemble	5
La santé mentale et l'intimidation	6
MISER SUR L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ	7
Constats	8
Stratégie 1: Développer les connaissances sur le fonctionnement démocratique	9
Stratégie 2: Développer les compétences citoyennes individuelles et collectives	10
Stratégie 3: Exercer la citoyenneté sous différentes formes	11
Stratégie 4: Accroître le dialogue social et intergénérationnel	12
Soigner le vivre ensemble	12
Stimuler le dialogue intergénérationnel	13
Recommandations de l'INM	14



INTRODUCTION

L'INM a pour mission d'accroître la participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique. Depuis sa fondation en 2004, l'INM conçoit et met en oeuvre des programmes et des projets qui favorisent l'acquisition et le développement de connaissances et de compétences citoyennes pour une meilleure participation démocratique.

L'INM est en contact, annuellement, avec des milliers de jeunes pour les sensibiliser à la participation citoyenne et pour les inciter à exercer leur citoyenneté, à s'engager dans leur communauté et à prendre la parole.

La première partie de ce mémoire reflète ce que nous avons observé et entendu des jeunes au cours de la dernière année. La jeunesse s'exprime sur des enjeux variés et nous sommes ravis d'avoir l'occasion de porter leur parole et leurs préoccupations. Dans un second temps, nous partageons nos réflexions et recommandations par rapport aux enjeux de l'axe « citoyenneté » de la *Politique québécoise de la jeunesse 2030*.



LA PAROLE DES JEUNES QUE NOUS CÔTOYONS

Chaque année, l'INM touche directement plus de 20 000 citoyennes et citoyens de toutes les régions du Québec. Parmi ces personnes, les jeunes constituent un public particulièrement sensible aux enjeux de société.

Nous ne prétendons pas agir comme porte-parole des jeunes que nous rencontrons depuis 16 ans. Nous croyons toutefois important de mettre en lumière les aspirations et préoccupations qu'ils nous ont partagées dans les diverses écoles de citoyenneté et autres forums publics auxquels nous les avons invités.

Dans la dernière année, trois principaux enjeux ont intéressé les jeunes rencontrés par l'INM :

1. l'environnement et la lutte contre les changements climatiques;
2. l'inclusion et le vivre ensemble;
3. la santé mentale, avec en trame de fond l'intimidation et toutes ses ramifications et tous ses impacts.

L'environnement et la lutte contre les changements climatiques

Sans surprise, l'environnement est au cœur des préoccupations des jeunes. Avec comme source d'inspiration Greta Thunberg, égérie de la lutte contre les changements climatiques, la jeunesse ne manque pas d'idées pour rendre le développement du Québec et du Canada plus durable. L'analyse systématique des impacts environnementaux dans les prises de décision publique, la valorisation du savoir expérientiel, la prise en compte de la réalité des communautés autochtones. La jeunesse souhaite contribuer à la transition écologique, et cherche activement les meilleurs moyens d'avoir un impact. Ils ont besoin, disent-ils, du soutien du reste de la société et des institutions qui la composent pour relever ce défi aussi immense que vital.

L'inclusion et le vivre ensemble

L'inclusion, le vivre ensemble, la solidarité et la réconciliation sont également des sujets sur lesquels les jeunes aimeraient voir la classe politique se pencher davantage. Avec l'adoption en juin dernier par l'Assemblée nationale du Québec des projets de loi 21 et 9 et les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones du gouvernement canadien, la jeunesse réalise que les décisions gouvernementales ont un impact sur le tissu social, et

souhaite faire partie de la discussion. C'est en favorisant la représentativité de la population au sein des instances décisionnelles, en finançant les espaces qui permettent les échanges entre communautés, en étant plus solidaires avec les peuples autochtones, et en luttant contre les inégalités qu'ils espèrent créer une société plus inclusive et solidaire. La peur de l'autre que certains leaders cultivent, bien peu pour les jeunes !¹

La santé mentale et l'intimidation

Les jeunes se montrent très sensibles aux enjeux de santé mentale. L'épuisement, le rythme accéléré de la société, la nécessité de performer et la peur de l'échec sont au cœur de leurs appréhensions actuelles. Ces craintes sont exacerbées par des enjeux qui semblent insurmontables, la crise climatique venant au premier rang. Les jeunes remettent en question cette course effrénée. Il leur semble nécessaire d'aborder la question de front, d'améliorer leur santé psychologique, d'identifier et de mettre en place les mesures de prévention adéquates et, ultimement, de leur permettre de se réaliser pleinement.

L'intimidation dans le milieu scolaire est une préoccupation qui revient très souvent chez les jeunes. Ses impacts négatifs sur leur développement et leur santé mentale sont reconnus. Considéré comme un fléau dans leur milieu scolaire et de plus en plus décrié, les jeunes ne sentent pas assez écoutés et ils ont l'impression que les adultes n'agissent pas vraiment. Y a-t-il une déconnexion entre la réalité des jeunes et les actions prises pour contrer l'intimidation ? Ils réclament un environnement sécuritaire et des outils adaptés à leur réalité. Une implication accrue des jeunes sur l'enjeu de l'intimidation, dans la recherche des solutions, puis dans leur application semble nécessaire.

¹ L'INM a publié une lettre ouverte à la suite de son École d'été 2019 dont les paragraphes sur l'environnement ainsi que ceux sur l'inclusion et le vivre ensemble sont repris dans le cadre de ce mémoire. Voir : Caron-Malenfant, Julie. « Les jeunes nous parlent, écoutons-les! » *Le Devoir*. 26 août 2019. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/561325/les-jeunes-nous-parlent-ecoutons-les>.



MISER SUR L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

L'axe « citoyenneté » de la *Politique québécoise pour la jeunesse 2030* est directement lié à la mission de l'INM.

Preuve que l'exercice de la citoyenneté est un domaine de connaissance vaste et en transformation constante, aucune définition de la participation citoyenne ne fait consensus à ce jour. Dans ce contexte, l'INM définit la participation citoyenne comme l'exercice et l'expression de la citoyenneté sous ses multiples formes (publique, sociale, électorale)², pour définir et protéger les conditions du vivre ensemble.

Une société qui mise sur une participation citoyenne forte en tire plusieurs avantages :

- une compréhension collective plus fine des enjeux et problématiques sociales;
- une plus grande qualité des décisions, politiques et services;
- une adhésion accrue de la population aux décisions, politiques et services;
- une confiance accrue de la population envers les institutions démocratiques;
- une amélioration de la cohésion sociale;
- un accroissement du capital social par le renforcement des liens entre les individus de collectivités différentes et des liens avec les décideurs publics;
- un sentiment d'accomplissement personnel et collectif.

Pour assurer une participation active, pleine et entière des jeunes à la société et à la vie démocratique, il est essentiel de combiner plusieurs stratégies. Ci-dessous, nous en décrivons quatre, qui sont inspirées de nos observations, d'échanges sur le terrain avec des jeunes, de la recherche, et du travail de nombreux autres acteurs qui contribuent tous, à leur façon, et dans le respect de leurs missions respectives, à soutenir et accompagner les jeunes dans le développement de leur citoyenneté et à combattre le décrochage électoral et le cynisme des jeunes envers la politique.

1. Développer les connaissances sur le fonctionnement démocratique
2. Développer les compétences citoyennes collectives
3. Exercer la citoyenneté sous différentes formes
4. Accroître le dialogue social et intergénérationnel

² INM. « Encyclopédie sur la démocratie et la participation citoyenne ». INM, 2016. <https://inm.qc.ca/encyclopedie-sur-la-democratie-et-la-participation-citoyenne/>.

Constats

Deux constats formulés lors de l'adoption de la *Politique québécoise de la jeunesse* en 2016 sont toujours d'actualité : les jeunes tendent à délaisser des formes de participation traditionnelles pour en explorer de nouvelles, et ils sont moins nombreux à exercer leur droit de vote que le reste de la population.

Comme l'a annoncé Élections Québec le 12 décembre 2019 : « Lors des élections provinciales du 1^{er} octobre 2018, le taux de participation de l'électorat âgé de moins de 35 ans était de 53,41 %, alors que le taux de participation des personnes de 35 ans et plus était de 69,68 %, un écart de 16,27 points de pourcentage³ ». De plus, les jeunes habitant en région exercent moins leur droit de vote que les jeunes des milieux intermédiaires et métropolitains. Cette disparité territoriale est inquiétante.

L'exercice d'une citoyenneté active, dont le vote aux élections fait partie, n'est pas un comportement inné. L'acquisition de connaissances de base sur la politique, le rôle des citoyens et le fonctionnement de la communauté, autant que la possibilité d'expérimenter, de faire des rencontres et de développer ses compétences pour inspirer une mise en action, sont autant de prérequis à l'exercice d'une citoyenneté active.

L'éducation à la citoyenneté est nécessaire afin d'outiller la jeunesse à contribuer activement à la société d'aujourd'hui et de demain. Développer une meilleure compréhension des enjeux de société, du fonctionnement des institutions démocratiques et de la politique en général, utiliser sa créativité et son leadership pour mener des projets collectifs sont des éléments qui renforcent le vivre ensemble, accentuent la résilience des communautés, augmentent la confiance en notre système démocratique et encouragent la participation électorale⁴ et publique.

Surtout, **l'éducation à la citoyenneté répond à un besoin exprimé par les jeunes qui cherchent à comprendre et à prendre leur place dans cette société en évolution rapide.** Apprendre ce qu'est la participation citoyenne, comprendre son impact et soutenir l'exploration de différentes formes de participation citoyenne sont des demandes fréquemment formulées par les jeunes que l'INM rencontre. Ils veulent apprendre, saisir les opportunités et cela se produit souvent plus rapidement dans le contexte de leur parcours de vie. Les jeunes ont conscience de l'importance de s'informer, de débattre et d'agir. Leur appréciation et leurs témoignages évoquent clairement que les compétences citoyennes sont un atout dans plusieurs sphères de leur vie : notamment scolaire et professionnelle. Il y a de la valeur, à leurs yeux, à s'engager pour la société.

³ Selon un communiqué d'Élections Québec. Voir : Élections Québec. « Communiqué - Participation électorale : étude et recommandations ». Élections Québec, 12 décembre 2019. <http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/actualite-detail.php?id=6404>.

⁴ Les données récoltées par le politologue Henry Milner confirment qu'il y a une corrélation entre compétence civique et participation électorale. Voir : Milner, Henry. *The internet generation: engaged citizens or political dropouts*. Civil society : historical and contemporary perspectives. Medford : Tufts University Press, 2010.

Actuellement, l'éducation à la citoyenneté est un projet périphérique de l'école publique québécoise. Si certaines compétences citoyennes peuvent être développées de manière transversale à travers différentes disciplines, le fonctionnement de nos institutions démocratiques et la pensée politique ne sont pas enseignés de manière systématique aux élèves. Dans ce contexte, l'écosystème jeunesse doit jouer un rôle important pour compenser les lacunes en matière d'éducation à la citoyenneté des jeunes Québécois. C'est une responsabilité actuellement partagée par l'ensemble des acteurs, mais qui pourrait l'être davantage si un impact sur cet enjeu est souhaité.

L'INM, dans une perspective générale, recommande :

- au-delà de la création d'opportunités de participation citoyenne, d'agir pour accroître la participation citoyenne des jeunes en améliorant leurs connaissances, compétences et aptitudes pertinentes, particulièrement, mais non exclusivement, sur les institutions démocratiques et sur l'information et les médias;
- d'habiliter l'ensemble des acteurs jeunesse, peu importe leur champs d'intervention, à intégrer l'éducation à la citoyenneté à leurs programmes;
- de mieux mesurer et évaluer l'impact de l'éducation à la citoyenneté sur le développement du potentiel des jeunes.

Stratégie 1: Développer les connaissances sur le fonctionnement démocratique

Plusieurs sondages révèlent depuis quelques années⁵ que les jeunes ne sont pas désintéressés des affaires publiques et du vivre ensemble. Ils hésitent cependant à prendre la voie de la politique partisane. Ils cherchent davantage des moyens d'influencer le cours du monde par des moyens qu'ils considèrent plus efficaces. Les freins à la participation citoyenne des jeunes sont connus et documentés⁶. Le sentiment d'impuissance et l'incompréhension envers le système politique sont parmi les plus fréquents. La baisse de la participation électorale est le symptôme « [...] d'une dépossession du pouvoir citoyen sur le politique et d'une diminution du pouvoir politique

⁵ Voir notamment : Sondage Web réalisé pour le compte de l'INM par la firme Léger du 6 au 12 juin 2018 auprès de 1508 Québécois âgés de 18 ans ou plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Les résultats ont été pondérés en fonction du sexe, de la région, de la langue, de l'âge, du niveau de scolarité et de la présence d'enfant(s) dans le ménage, selon les données de Statistique Canada. Pour l'analyse du sondage, voir : INM. « Le décrochage électoral des jeunes : signe d'un désintérêt politique ? » Dans *L'état du Québec 2019*, sous la direction de Francis Huot et Sophie Seguin-Lamarche, p. 24. Montréal : Del Busso, 2018 ; Sondage réalisé pour le compte du Centre pour le dialogue de l'Université Simon Fraser par la firme Advanis du 5 au 15 juillet 2019 auprès de 3523 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Les résultats ont été pondérés en fonction de l'âge, du sexe, de la province ou du territoire afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population étudiée. Pour l'analyse complète du sondage, voir : Savas, Daniel, et Shauna Sylvester. « La démocratie canadienne répond-elle aux attentes des citoyens ? » Dans *L'état du Québec 2020*, sous la direction de Francis Huot, p. 212-225. Montréal : Del Busso, 2019 ; Callista, Ryan, et Michael Morden. « You Have Our Attention: Youth political engagement in Canada ». Toronto : The Samara Centre for Democracy, 2019.

⁶ INM. « Participation électorale des millénariaux : problématique, constats, leviers ». Montréal : INM, 2018. http://www.ledevoir.com/documents/pdf/07-05-rapport_millenariaux_INM.pdf.

sur d'autres sphères ⁷ ». Un moyen de lutter contre ce déclin est de renforcer l'intérêt pour le politique et l'engagement citoyen dans toutes formes plus ou moins traditionnelles. Cela passe en grande partie par la connaissance et la compréhension des rouages du système politique démocratique.

Une participation citoyenne et publique de qualité doit s'appuyer sur des sources d'information rigoureuses et accessibles. Ainsi, l'enjeu n'est pas seulement de multiplier les opportunités d'engagement des jeunes, mais de les outiller adéquatement pour qu'ils s'en saisissent et d'agir de manière à accroître la qualité de leur participation citoyenne.

En matière de développement des connaissances démocratiques, l'INM recommande au SAJ :

- de travailler avec le ministère de l'Éducation pour inclure dans le cursus scolaire des cours d'éducation à la citoyenneté jusqu'au niveau collégial⁸;
- de sensibiliser les jeunes à la participation citoyenne au sein d'autres milieux où ils sont présents, notamment les milieux de travail.

Stratégie 2: Développer les compétences citoyennes individuelles et collectives

La plupart des programmes d'éducation à la citoyenneté offerts à la jeunesse québécoise visent le développement des compétences individuelles des jeunes. Ces efforts sont essentiels, mais bénéficieraient d'être combinés au développement de compétences collectives pour accroître la participation citoyenne de manière globale.

L'INM a identifié quatre grands groupes de compétences citoyennes individuelles :

1. la compréhension des enjeux qui nécessitent une bonne capacité d'analyse et un esprit critique;
2. l'art de communiquer ses idées et de prendre la parole en public;
3. la créativité nécessaire à l'innovation;
4. le leadership et la capacité à entreprendre des projets.

Ces compétences individuelles sont des atouts indéniables à l'exercice de la citoyenneté, mais il faut savoir s'en servir dans un cadre collectif. Par exemple, il ne suffit pas d'être un bon communicateur pour convaincre les autres de ses idées; il faut savoir dialoguer et collaborer pour construire une idée encore meilleure. Ces compétences collectives contribuent à maintenir un débat public sain, même sur les enjeux sensibles ou encore à rassembler et mobiliser un grand nombre de personnes pour défendre une cause ou un

⁷ Lemieux, Olivier. « Plaidoyer pour le développement de la pensée politique à l'école ». Dans *L'état du Québec 2020*, sous la direction de Francis Huot, p. 61-67. Montréal : Del Busso, 2019, p. 62.

⁸ « Si une éducation à la citoyenneté tournée principalement vers la socialisation et l'éthique peut s'avérer suffisante au primaire pour une initiation à la vie en société, une éducation politique est cruciale pour doter le futur citoyen des outils nécessaires à sa compréhension politique et à son inclusion dans les modes d'insertions traditionnels. » Lemieux, Olivier. « Plaidoyer pour le développement de la pensée politique à l'école ». Dans *L'état du Québec 2020*, sous la direction de Francis Huot, p. 61-67. Montréal : Del Busso, 2019, p. 66.

projet. Cette approche est nécessaire pour aborder la complexité des enjeux actuels et répondre aux défis auxquels les citoyennes et les citoyens sont confrontés.

Les ateliers d'éducation à la citoyenneté Politique 101 et de l'École itinérante de l'INM, déployés respectivement dans les classes des écoles secondaires et collégiales, révèlent que les jeunes aiment particulièrement les moments où ils doivent délibérer entre eux pour se positionner sur un enjeu de société. C'est, dans leurs évaluations des activités, un point jugé positif et stimulant. C'est donc aussi une bonne approche pour les intéresser à la participation citoyenne et éveiller leur désir de participer.

L'INM identifie trois compétences citoyennes collectives à développer et maîtriser :

1. l'art de la délibération pour confronter des idées et des arguments dans le respect ;
2. la co-construction de projets ;
3. la prise de décision collective.

L'acquisition de ces compétences constitue un défi supplémentaire pour les jeunes qui ont peu d'opportunités leur permettant de les mettre en pratique. Les jeunes se sentent souvent démunis lorsque vient le temps d'agir, de décider et de créer ensemble. Cela peut-être intimidant pour eux, et les bons réflexes ne sont pas toujours au rendez-vous.

Reconnaissant l'importance des compétences citoyennes individuelles, il faut néanmoins faire un pas de plus et dynamiser le développement des compétences citoyennes collectives. Pour ce faire, l'INM suggère :

- d'identifier, développer et valoriser les compétences citoyennes collectives dans les activités d'éducation à la citoyenneté;
- de multiplier les contextes d'exercice des compétences citoyennes et collectives.

Stratégie 3: Exercer la citoyenneté sous différentes formes

Pour développer ses compétences citoyennes, il est essentiel de pouvoir les exercer. Le parcours citoyen des jeunes doit inclure des possibilités concrètes d'engagement qui correspondent aux multiples talents et intérêts des jeunes, et ne pas être limité à des apprentissages théoriques. Ceux-ci peuvent prendre différentes formes d'expression. Que ce soit par l'art, l'entrepreneuriat, l'innovation, le militantisme, la politique partisane ou une mixité de tout cela, il est indispensable de multiplier les occasions d'exercer sa citoyenneté. D'ailleurs, les jeunes eux-mêmes réclament des possibilités d'engagement.

Accroître le pouvoir des jeunes en les incluant dans les prises de décisions politiques est une façon concrète de les encourager à s'engager envers leur communauté. La participation des jeunes aux instances décisionnelles est donc un moyen important pour permettre aux jeunes d'exercer et de développer leurs compétences citoyennes. Elle permet de mieux comprendre les différentes réalités et d'avoir un impact concret dans la construction de leur société. La généralisation des bonnes pratiques en matière de démocratie étudiante à l'échelle du territoire québécois, par exemple, peut constituer un excellent point de départ. Il est toutefois important d'aller au-delà des formes traditionnelles

que sont l'action bénévole, la participation électorale et la participation aux instances décisionnelles comme des conseils d'administration, pour que chaque jeune puisse identifier et explorer des formes d'engagement citoyen qui répondent à ses intérêts et à sa personnalité.

L'INM recommande les mesures suivantes :

- offrir aux jeunes des occasions d'influencer les institutions et le gouvernement du Québec sur des enjeux d'intérêt pour ces-derniers;
- encourager et soutenir la concertation et la collaboration entre les acteurs de l'écosystème jeunesse pour créer des ponts entre l'éducation à la citoyenneté et des occasions variées d'engagement ainsi que pour partager les expertises propres à chacun de ces acteurs.

Stratégie 4: Accroître le dialogue social et intergénérationnel

Grâce à sa *Démarche jeunesse sur le vivre ensemble* et sa *Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelles*, l'INM a pu entendre les jeunes sur les enjeux du vivre ensemble et du dialogue intergénérationnel en 2017-2018.

Soigner le vivre ensemble

Les concepts de « participation citoyenne » et de « vivre ensemble » sont interreliés. La participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique améliore le vivre ensemble en assurant une meilleure compréhension des uns et des autres et en augmentant les possibilités d'un dialogue ouvert et porteur, même sur des sujets sensibles.

Au Québec, la sous-représentation des jeunes et des communautés ethnoculturelles et racisées au sein des instances décisionnelles perdure depuis de nombreuses années. Si certains gains ont été faits récemment, notamment à l'Assemblée nationale du Québec, il reste encore beaucoup de travail à faire en matière de représentativité. C'est notamment le cas au sein des conseils d'administration des sociétés d'État du Québec.

Au cours des dernières années, l'INM a créé un espace visant à mettre des jeunes issues de communautés ethnoculturelles ou racisées en relation et en dialogue avec des personnalités inspirantes, à leur offrir un suivi et un mentorat de la part d'une experte en communication grandement engagée dans diverses instances. Cet espace contribue également à la création de réseaux d'influence qui permettent à ces jeunes de se sentir soutenu, et surtout d'avoir accès à des opportunités d'engagement intéressantes, contribuant ainsi à approfondir leur feuille de route et à graduellement les préparer à occuper des postes d'influence dans la société.

Le défi de participation citoyenne de certains groupes demeure important et des efforts constants doivent être mis de l'avant. L'INM recommande de :

- consulter les groupes vivant des réalités ou ayant des statuts particuliers dans l'élaboration de mesures visant à pallier les difficultés auxquelles ils sont confrontés afin qu'ils puissent pleinement exercer leur citoyenneté;
- stimuler l'engagement citoyen des jeunes issus des communautés ethnoculturelles et racisées afin de multiplier les modèles d'engagement au sein de ces communautés.

Stimuler le dialogue intergénérationnel

Un climat social sain au Québec dépend entre autres de notre capacité à assurer un dialogue intergénérationnel. Hormis sa réalité démographique particulière, les enjeux auxquels est confronté le Québec nécessitent une collaboration et une participation de l'ensemble de ses générations.

L'appétit des jeunes pour ce dialogue entre les générations semble s'éveiller actuellement. Si des jeunes se positionnent en opposition sur certains enjeux, d'autres cherchent à sensibiliser, comprendre et veulent proposer des solutions à leurs aînés. Les espaces de dialogue sont toutefois plutôt limités et les processus participatifs ne sont pas toujours bien établis. Il faut relever ce défi. L'INM propose de:

- concevoir des espaces et processus de participation citoyenne intergénérationnels sur les enjeux d'actualité et qui tiennent compte des particularités propres aux différents groupes d'âge;
- faciliter les dépôts de projets collaboratifs qui ciblent différentes générations.

Recommandations de l'INM

Pour conclure, et à la lumière des constats et idées formulées plus haut, l'INM présente dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la stratégie jeunesse les recommandations suivantes :

Recommandations générales

- Au-delà de la création d'opportunités de participation citoyenne, agir pour augmenter la qualité de la participation citoyenne des jeunes en améliorant leurs connaissances, compétences et aptitudes pertinentes, particulièrement mais non exclusivement sur les institutions démocratiques et sur l'information et les médias.
- Habilitier l'ensemble des acteurs jeunesse, peu importe leur champs d'intervention, à intégrer l'éducation à la citoyenneté à leurs programmes.
- Travailler à mieux mesurer et évaluer l'impact de l'éducation à la citoyenneté sur le développement du potentiel des jeunes.

Stratégie 1: Développer les connaissances sur le fonctionnement démocratique

- Travailler avec le ministère de l'Éducation pour inclure dans le cursus scolaire des cours d'éducation à la citoyenneté jusqu'au niveau collégial⁹.
- Sensibiliser les jeunes à la participation citoyenne au sein d'autres milieux où les jeunes sont présents, notamment les milieux de travail.

Stratégie 2: Développer les compétences citoyennes individuelles et collectives

- Identifier, développer et valoriser les compétences citoyennes collectives dans les activités d'éducation à la citoyenneté.
- Multiplier les contextes d'exercice des compétences citoyennes individuelles et collectives.

Stratégie 3: Exercer la citoyenneté sous différentes formes

- Offrir aux jeunes des occasions d'influencer les institutions et le gouvernement du Québec sur des enjeux d'intérêt pour ces-derniers.
- Encourager et soutenir la concertation et la collaboration entre les acteurs de l'écosystème jeunesse pour créer des ponts entre l'éducation à la citoyenneté et des occasions variées d'engagement ainsi que pour partager les expertises propres à chacun de ces acteurs.

Stratégie 4: Accroître le dialogue social et intergénérationnel

- Consulter les groupes vivant des réalités ou ayant des statuts particuliers dans l'élaboration de mesures visant à pallier les difficultés auxquelles ils sont confrontés afin qu'ils puissent pleinement exercer leur citoyenneté.

⁹ « Si une éducation à la citoyenneté tournée principalement vers la socialisation et l'éthique peut s'avérer suffisante au primaire pour une initiation à la vie en société, une éducation politique est cruciale pour doter le futur citoyen des outils nécessaires à sa compréhension politique et à son inclusion dans les modes d'insertions traditionnels. » Lemieux, Olivier. « Plaidoyer pour le développement de la pensée politique à l'école ». Dans *L'état du Québec 2020*, sous la direction de Francis Huot, p. 61-67. Montréal : Del Busso, 2019, p. 66.

- Stimuler l'engagement citoyen des jeunes issus des communautés ethnoculturelles et racisées afin de multiplier les modèles d'engagement au sein de ces communautés.
- Concevoir des espaces et processus de participation citoyenne intergénérationnels sur les enjeux d'actualité et qui tiennent compte des particularités propres aux différents groupes d'âge.
- Faciliter les dépôts de projets collaboratifs qui ciblent différentes générations.

Nos recommandations, bien qu'elles ne couvrent pas l'ensemble des besoins de jeunes et qu'elles doivent être intégrées dans un continuum nourri de multiples autres partenaires, en particulier les regroupements de jeunes eux-mêmes, doivent être comprises comme une invitation à placer la jeunesse au coeur du projet de société qui doit leur être proposé.



INM

5605, avenue de Gaspé, bureau 404
Montréal (Québec) H2T 2A4

Téléphone : 1 877 934-5999

Télécopieur : 514 934-6330

Courriel : inm@inm.qc.ca

www.inm.qc.ca